

DECLARATION DE LA REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO SUR LA MISE
EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 5 DE LA CONVENTION SUR L'INTERDICTION DES
MINES ANTIPERSONNEL **A L'OCCASION DE LA 4ème CONFÉRENCE DE**
RÉVISION

Oslo, 25-29 novembre 2019

Monsieur le Président ;

C'est lors de la 3ème conférence de révision à Maputo qu'une prolongation de délai pour **la mise en œuvre de l'article 5 de la Convention a été accordée** à la RDC jusqu'en Janvier 2021. Cette période a coïncidé avec la fin de l'enquête nationale de contamination par mines antipersonnel dont le résultat nous a permis d'identifier 130 zones représentant 1.823.292 m². **La mise en œuvre de l'article 5 de la Convention**, avec ses multiples défis en RDC, a permis à ce qu'une superficie de 1.554.159 m² soit nettoyée, 389.701 m² annulés, 14.121 m² réduits, 296 mines antipersonnel détruites, 195.735 REG détruits.

Ainsi, 20 zones dangereuses issues de l'enquête restent encore ouvertes avec plus ou moins 158.868,096 m² auxquels se sont ajoutées 19 nouvelles zones représentant 310.470,004 m² découvertes pendant les opérations de déminage à cause de la sous estimation de certaines zones et de l'omission des enquêteurs de l'époque.

A ce jour, il nous reste donc au total 49 zones représentant 469.338,1 m² dont 8 zones soupçonnées avec 119.590,9 m² et 41 zones confirmées avec 349.747,2 m² à travers 11 provinces sur les 26 que compte le pays.

Par ailleurs, il faut ajouter les deux Territoires d'ARU en ITURI et de DUNGU au Haut Uele non enquêtées lors de l'évaluation générale de la contamination en 2013. L'absence des moyens financiers n'a pas permis de finaliser cette étape aussi nécessaire pour permettre au pays de remplir dans le délai les obligations conventionnelles.

En **réalité, plus de 70% du défi de la mise en œuvre** de l'article 5 est réalisé en RDC car les nouvelles zones découvertes sont de petite taille. Des efforts nécessaires sont fournis par mon pays pour accélérer le processus avec le souhait de terminer la problématique des mines avant le 1er janvier 2021.

C'est à ce titre qu'entre autres mesures envisagées, nous avons lancé depuis le 16 novembre dernier, avec l'appui de NPA, une opération de réévaluation de 12 des 49 zones restantes et nous comptons mettre en place un nouveau plan stratégique national au premier trimestre 2020 qui va nous permettre de finir le job.

La RDC n'a aucune intention d'élaborer une nouvelle demande d'extension car elle est plus que déterminée à mettre fin à la problématique. Une demande d'extension ne être possible que si, jusqu'en novembre 2020, nous ne trouvons pas le moyen financier recherché.

En outre, trois organisations à savoir NPA et DCA sont en pleine phase de planification des activités pour l'année 2020 qui vont couvrir seulement 21 zones avec 186.905, 4 m². Nous avons encore l'incertitude de financement de l'enquête des Territoires d'ARU et DUNGU et le déminage de 28 zones restantes avec 282.432,7 m².

Monsieur le Président;

Mon **pays réitère ici sa ferme volonté de finir avec la mise en œuvre de l'article 5** avant la date précitée et ce, malgré les défis internes liés à la logistique, à l'environnement, au virus EBOLA dans certaines zones, au financement et à l'insécurité due à la poursuite des conflits armés.

En plus des besoins en équipements, en renforcement des capacités des opérateurs, en formation sur les EEI qui est la nouvelle contamination de la RDC par les terroristes ADF-MTN qui viennent de faire officiellement allégeance à l'organisation État islamique à l'Est du pays, nous avons besoin aujourd'hui de 5.000.000 USD seulement pour finir dans les 8 mois qui suivent la problématique des Mines en RDC.

Mon pays espère que la solidarité internationale se poursuivra à son égard pour lui permettre de clôturer avec la problématique des Mines.

C'est dans ce cadre que je voudrais ici remercier la Norvège, la Corée du Sud, le Japon, les USA pour leur appui financier à notre programme, sans oublier l'accompagnement significatif de UNMAS, NPA, DCA et autres opérateurs locaux.

Je vous remercie

Fait à Oslo, le 26 novembre 2019.-
Maître SUDI ALIMASI KIMPUTU
COORDONNATEUR NATIONAL DU CENTRE
CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES



REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO

CENTRE CONGOLAIS DE LUTTE ANTIMINES

CCLAM



MISE EN ŒUVRE DE L'ARTICLE 5

Novembre 2019



PROGRÈS RÉALISÉS 2014-2019



Province	Territoire	Zone annulée (m ²)	Zone réduite (m ²)	Zone déminée (m ²)	Superficie totale des zones remises à disposition (m ²)	Nombre de mines antipersonnel détruites	Nombre d'autres restes explosifs de guerre	Nombre des zones remises à disposition
NORD -UBANGI	Yakoma, Bosobolo Bosinga	141 341	0	370 304	511 645	4	15928	12
SUD-UBANGI	Libenge, Kungu	1 725	0	167 246	168 971	5	13534	10
MANIEMA	Lubutu	0	5 000	96 670	101 670	67	4566	10
TSHOPO	Ubundu, Yahuma Isangi	7 410	0	225 946	233 356	85	12300	24
LUALABA	Dilolo, Mutshatha Kapanga	0	0	11 296	11 296	37	6971	5
HAUT KATANGA	Pweto	0	0	400	400	16	30178	1
SUD KIVU	Kalehe	0	0	101	101	4	15772	2
KASAI	Luiza, Demba, Dekese Kabinda	5 200	3 521	96 895	105 616	14	50100	8
TANGANYIKA	Kabalo , Nyunzu, Kalemie, Kongolo, Moba	234 025	5 600	257 024	496 649	45	13708	21
TSHUAPA	Ikela	0	0	173 726	173 726	6	13658	14
BAS UELE	Bambesa Buta	0	0	23 562	23 562	0	6792	2
EQUATEUR	Bolomba	0	0	130 989	130 989	13	14228	6
TOTAL		389 701	14 121	1 554 159	1 957 981	296	197 735	115



DÉFIS RESTANTS



Province	Territoire	Nombre de zones où la présence de mines AP est avérée	Nombre de zones où la présence de mines AP est soupçonnée	Nombre total de zones où la présence de mines AP est avérée ou soupçonnée	Superficie des zones où la présence de mines AP est avérée (m ²)	Superficie des zones où la présence de mines AP est soupçonnée (m ²)	Superficie totale des zones où la présence de mines AP est avérée ou soupçonnée (m ²)
SUD UBANGI	Kungu	0	3	3	0	83724	83724
NORD UBANGI	Businga, Mobayi, Yakoma	0	5	5	0	35 866,9	35 866,9
BAS UELE	Bambesa, Buta	3	0	3	140 268	0	140 268
ITURI	Aru , Djugu, Irumu	9	0	9	24 346,4	0	24 346,4
KASAI	Tshikapa	1	0	1	700	0	700
MANIEMA	Lubutu, Kailo	7	0	7	115 717	0	115 717
NORD KIVU	Beni	9	0	9	12760	0	12760
SUD KIVU	Fizi, Shabunda	2	0	2	850,8	0	850,8
TANGANYIKA	Kabalo, Kalemie, Moba	4	0	4	6 943	0	6 943
TSHOPO	Ubundu	5	0	5	46842	0	46842
TSHUAPA	Ikela	1	0	1	1320	0	1320
TOTAL		41	8	49	349.747,2	119.590,9	469.338,1



DÉFIS RESTANTS (Suite)

- 8 Zones soupçonnées dangereuses mesurant 119.590,9 mètres carrés (vert)

- 41 Zones dangereuses confirmées mesurant 349.747,2 mètres carrés (rouge)

Deux Territoires non enquêtés : ARU (Province d'Ituri) et DUNGU (Province du Haut-Uele)





ÉTAPES PRÉVUES

16 Novembre au 16 Décembre 2019

Ré-évaluation en cours des 12 Zones contenues dans la Base de données avec l'appui de NPA

Fin Février 2020

Nouvelle mise à jour des Normes Nationales

Finalisation Elaboration du nouveau Plan Stratégique 2020-2025

Fin mars 2020

Acquisition du nouveau logiciel IMSMA CORE et formation du personnel gestionnaire de la Base de données

Octobre 2019 à Décembre 2020

Mobilisation des fonds

Novembre 2020

Elaboration d'une nouvelle demande de prolongation en cas de manque de financement pour achever le deminage



ÉTAPES PRÉVUES (Suite)

Calendrier et objectifs pour l'achèvement des opérations.



Période	Province	Zone	Superficie (m2)	Opérateur	Observation
2020	MANIEMA	7	115 717	DCA	Début opération : Janv 20
2020	TSHOPO	5	46 842	NPA	Début opération : Janv 20
2020	ITURI	9	24 346,4	DCA	Début opérations : Janv 20
2020	BAS-UELE	3	140 268	?	Manque de financement
2020	KASAI	1	700	?	Manque de financement
2020	NORD KIVU	9	12 760	?	Manque de financement
2020	NORD UBANGI	5	35 866,9	?	Manque de financement
2020	SUD KIVU	2	850,8	?	Manque de financement
2020	SUD UBANGI	3	83 724	?	Manque de financement
2020	TANGANYIKA	4	6 943	?	Manque de financement
2020	TSHUAPA	1	1 320	?	Manque de financement
Total zones avec promesse de financement		21	186 905,4 m2	DCA, NPA	Opérations planifiées
Total zones sans financement		28	282 432,7 m2	////////////////////	////////////////////
TOTAL GÉNÉRAL		49	469 338,1 m2	////////////////////	////////////////////



DÉFIS DANS LA MISE EN OEUVRE

Baisse de financement

Insuffisance en équipement

Insécurité

Mauvais état de route

Changement de saisons (inondations, érosion, Végétation dense ...) et maladie d'EBOLA au Nord-Kivu

Réduction du nombre des opérateurs

DEMANDE DE COOPÉRATION ET D'ASSISTANCE

Appui en équipement

Renforcement de capacité des opérateurs

Formation sur les EEI

Financement Global
(7 139 003,4 USD)

Financement promis
(2 287 026 USD)

Financement à mobiliser
(4 851 977,4 USD)

4 283 707,4 USD pour le déminage de 36 zones
soit 305 979,1 m²

568 270 USD pour l'enquête et déminage des
territoires d'ARU (Ituri) et DUNGU (Haut-Uele)



**Nos remerciements à la
Norvège, à la Corée du
Sud, au Japon, aux USA, à
UNMAS, NPA, DCA, etc.**

Je vous remercie

